

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

CCAS DE BREUILLET

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 10 DECEMBRE 2024

Mis en ligne le 08/01/2025 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 06/01/2025

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-269100285-20241210-2024CCAS178

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2025

CCAS DE BREUILLET

LE CONTEXTE JURIDIQUE

La tenue d'un débat d'orientation budgétaire est une étape obligatoire du cycle budgétaire dans les communes de 3 500 habitants et plus et dans les EPCI qui comprennent au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Afin d'améliorer la transparence financière, l'article 107 de la loi NOTRe du 7 août 2015 a formalisé le contenu de ce débat, en imposant à l'exécutif la réalisation d'un rapport sur les orientations budgétaires.

Le contenu ainsi que les modalités de publication et de transmission de ce rapport ont été précisés par le décret 2016-841 du 24 juin 2016.

CONTENU DU RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le Maire présente au Conseil municipal dans un délai de 2 mois précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), sur lequel s'appuie le débat d'orientation budgétaire (DOB).

Ce rapport présente les orientations budgétaires envisagées par le CCAS portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement.

PUBLICATION ET TRANSMISSION DU RAPPORT

Le rapport est transmis par la commune au président de l'EPCI à fiscalité propre dont elle est membre dans un délai de 15 jours à compter de son examen par l'assemblée délibérante.

Il est mis à la disposition du public à l'hôtel de ville, dans les 15 jours suivants la tenue du débat d'orientation budgétaire.

Le public est avisé de la mise à disposition de ces documents par tout moyen.

Source : CGCT, art. L. 2312-1, R. 2312-2, L. 5211-36 et D. 5211-18-1

Rappel des missions du CCAS

Le traitement de la pauvreté et l'aide aux personnes en difficulté s'est progressivement organisé passant des bureaux de bienfaisance, puis aux bureaux d'aide sociale.

Le 6 janvier 1986, quand les bureaux d'aide sociale deviennent les Centres Communaux d'Action Sociale, l'Etat leur délègue une compétence globale dans le vaste champ de l'action sociale et médico-sociale, consécutivement aux lois de décentralisation.

Les CCAS s'imposent à présent comme un outil politique incontournable de l'action sociale locale.

Le CCAS anime une action générale de prévention et de développement social dans la commune en liaison avec les institutions publiques et privées.

A ce titre, il développe différentes activités et missions légales ou facultatives, directement orientées vers les populations concernées.

Le CCAS de BREUILLET se mobilise dans les principaux champs suivants :

- Aide à l'accès aux soins et prévention (permanence ACTIOM, octobre rose, groupe des aidants),
- Lutte contre l'exclusion et accès aux droits),
- Services d'aide au maintien à domicile (portage de repas, téléassistance, visite de convivialité, transport à la demande),
- Prévention et animation pour les seniors et pour le public isolé (semaine bleue, sorties senior, actions intergénérationnelles à la salle La Parenthèse, ...),
- Action en faveur des familles dans le cadre de la parentalité (sorties et goûters des familles, prévention des dettes périscolaires, ...),
- Soutien à l'accès au logement et à l'hébergement (CAF, attributions, logement d'urgence, ...),
- Prévention des impayés de loyers et des expulsions locatives, travail de partenariat avec les bailleurs et le tribunal d'instance.
- Soutien aux personnes en situation de handicap (logement inclusif, ...).

Il accueille le public, participe à l'instruction des demandes d'aide sociale légale (aides financières, aide aux personnes âgées, accès aux minimas sociaux...) et les transmet aux autorités décisionnelles compétentes telles que le Conseil départemental, la Préfecture, la CAF, ...

Il intervient également dans l'aide sociale facultative qui constitue une partie de la politique sociale de la commune : secours d'urgence, aide alimentaire, précarité énergétique, etc...

Mis en ligne le 08/01/2025 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE
le 06/01/2025

Application agréée E-legalite.com

21_RP-091-269100285-20241210-2024CCAS178

Table des matières

- I – LE CONTEXTE INTERNATIONAL ET NATIONAL4
 - A – LE CONTEXTE INTERNATIONAL4
 - B – LE CONTEXTE NATIONAL²4
 - C – LE CONTEXTE LOCAL4
 - D – LES ORIENTATIONS DU PROJET DE LOI DE FINANCES (PLF) 20255
- II – LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 DU CCAS.....7
 - A – RAPPEL DE LA CONSOMMATION DES CREDITS 2019 - 20247
 - 1 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT7
 - 2 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT :9
 - 3 – DEPENSES D’INVESTISSEMENT 11
 - 4 – RECETTES D’INVESTISSEMENT 12
 - B – CONTEXTE BUDGETAIRE 2025..... 13
 - C – PRESENTATION DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025 15
 - 1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES..... 15
 - 2 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES 17
 - 3 – SECTION D’INVESTISSEMENT – DEPENSES..... 18
 - 4 – SECTION D’INVESTISSEMENT – RECETTES 18
 - CONCLUSION 19

I – Le contexte international et national

A – Le contexte international

À la suite du choc inflationniste et aux turbulences géopolitiques actuels, la croissance mondiale est ramenée de 3,3 % en 2023 à 3,2 % en 2024 et 2025.¹

L'inflation au niveau mondial devrait passer d'une moyenne annuelle de 6,7 % en 2023 à 5,8 % en 2024, puis à 4,3 % en 2025. Les pays avancés retrouveraient leur niveau cible plus rapidement que les pays émergents et les pays en développement. Alors que la désinflation mondiale se poursuit à un rythme globalement conforme au scénario de référence, la voie de la stabilité des prix pourrait encore être cahoteuse. Les prix des biens se sont stabilisés, mais l'inflation des prix des services reste élevée dans de nombreuses régions.

B – Le contexte national²

L'inflation IPCH (Indice des Prix à la Consommation Harmonisé) - indicateur permettant d'apprécier le respect du critère de convergence portant sur la stabilité des prix – continue de décliner en passant de + 4,2 % au dernier trimestre 2023 à + 2,5 au deuxième trimestre 2024. La projection de l'inflation en 2024 est de + 2,5 % et de + 1,5 % en 2025 du fait de la diminution annoncée des prix de l'électricité.

En 2024, la croissance atteindrait + 1,1 % en moyenne annuelle, tirée par le commerce extérieur. La consommation resterait atone en dépit des gains de pouvoir d'achat des revenus salariaux. En 2025, la hausse du PIB se maintiendrait à un rythme similaire et serait renforcée en 2026 par la reprise de l'investissement privé sous l'effet de la détente passée des taux d'intérêt.

Du fait de la désinflation, les salaires progressent désormais plus rapidement que les prix à la consommation, un mouvement qui pourrait s'accroître en 2025. Cette progression des salaires réels soutiendrait les gains de pouvoir d'achat, puis la consommation l'an prochain. Le taux de chômage remonterait légèrement en 2025, avant de reprendre sa décrue grâce à la reprise de l'activité pour s'établir à 7,3 % fin 2026.

C – Le contexte local

A la suite des inondations d'octobre 2024, le Moulin des Muses a subi des dégâts considérables. La remise en état de ce bâtiment aura donc un impact sur le budget de la commune en 2025, et par conséquent, sur le budget du CCAS. Dans ce cadre, le CCAS opérera des choix. En effet, l'ambition du CCAS est de maintenir une offre de service, tout en s'adaptant aux contraintes budgétaires.

Le contexte sociétal est à ce jour positif sur l'emploi, toutefois le travail n'apporte plus la sécurité et l'autonomie financière aux foyers. Un nouveau public actif a émergé pour faire part de leurs difficultés à subvenir à leurs propres besoins avec uniquement les ressources salariales. Il en va de même pour les retraités percevant pourtant l'ensemble de leurs droits.

¹ FMI, perspective de l'économie mondiale, octobre 2024

² Banque de France, projections macroéconomiques intermédiaires, septembre 2024

Les différents partenariats (MDS, associations, bailleurs, ...) permettent de faire face à ces nouvelles problématiques en soutenant les actions du CCAS.

D – Les orientations du Projet de Loi de finances (PLF) 2025

Le Projet de Loi de Finances 2025 est marqué par la forte réduction des dépenses publiques. 40 Md€ d'économie sont envisagés par le gouvernement dont 5 Md€ sur le secteur local.

1– La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

Après avoir augmenté pendant deux années consécutives le montant de la DGF, l'Etat maintient en 2025 cette dotation à hauteur de 27,245 Md€.

L'augmentation des dotations de péréquation est poursuivie au même niveau que 2024.

Une augmentation de 6,7 % de la Dotation de Solidarité Rurale est prévue.

Pour Breuillet, le montant anticipé 2025 de la Dotation Forfaitaire est de 1 065 000 €, en stabilité par rapport à 2024.

Par prudence, l'enveloppe de la Dotation de Solidarité Rurale est également maintenue au même niveau que 2024 à hauteur de 173 000 €.

Même si la volonté est d'augmenter les dotations de péréquation, la Dotation Nationale de Péréquation pour 2025 est également maintenue à son niveau de 2024, soit 90 000 €.

2 – Le soutien à l'investissement local

Pour 2025, le montant global pour la Dotation de Soutien à l'Investissement Local et pour la Dotation d'Equipement des Territoires Ruraux sera maintenu à hauteur de 2024. La commune prévoit de déposer un dossier pour la réhabilitation du patrimoine endommagé par les inondations d'octobre 2024 avec l'objectif de le rendre plus résilient.

Pour l'ensemble de ces dotations, le caractère écologique des projets portés par les collectivités est pris en compte pour définir le taux de financement.

En revanche, le Fonds verts est ramené de 2,5 Md€ à 1 Md€.

3 – Le FCTVA sur les dépenses d'aménagement de terrains

Ce fonds serait en baisse de 285 M€ pour un montant de 6,84 Md€. Aujourd'hui fixé à 16,404 %, le taux du FCTVA passerait à 14,850 % à partir du 1er janvier prochain. En outre, le dispositif – qui a vocation à compenser la TVA acquittée par les collectivités principalement sur leurs dépenses d'investissement – serait "recentré". Ainsi, des dépenses (entretien des bâtiments publics, de la voirie, des réseaux et prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage) qui avaient été intégrées il y a quelques années à l'assiette du FCTVA, en seraient exclues.

Sur le volet fonctionnement, cela représente une perte pour la commune de 5 k€ et pour le volet investissement, la perte est estimée à 100 k€.

4– La création d'un fonds de réserve

Il s'agit d'une mise en réserve de fonds à hauteur de 3 Md€ pour 2025. Le produit reste affecté aux collectivités pour renforcer les mécanismes locaux de péréquation. La somme prélevée en 2025 alimentera les fonds de péréquation communaux, départementaux et régionaux sur trois ans, à hauteur d'un tiers par an, en 2026/2027/2028 et la répartition entre les différents fonds sera décidée par le Comité des Finances Locales.

Le mécanisme concernera les collectivités et les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre dont les dépenses réelles de fonctionnement sont supérieures à 40 millions d'euros. Environ 600 collectivités et groupements de communes à fiscalité propre répondent à ce critère, les syndicats étant a priori exclus. Mais la situation financière locale sera aussi examinée pour exonérer les plus fragiles, ce qui devrait conduire à établir une liste de 450 entités visées par ce mécanisme d'auto-assurance. On sait d'ores et déjà que vingt départements seront exonérés de contribution.

Cette contribution est estimée à 2,5 M€ pour Cœur d'Essonne Agglomération, 27,2 M€ pour le Département de l'Essonne et 81,3 M€ pour la Région Ile-de-France³.

Ce mécanisme correspond donc à une perte de ressources pour les collectivités partenaires de la commune et les impacts seront importants en termes de financement.

Malgré tout, Cœur d'Essonne Agglomération poursuit son soutien en prévoyant de maintenir la prise en charge du Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communes (FPIC) et le versement d'une Dotation de Solidarité Communautaire (DSC). Pour la commune de Breuilleville, la prise en charge du FPIC représente 56 k€ et la DSC s'élève également à hauteur de 178 k€.

5 – Les recettes de TVA

Les recettes de TVA affectées aux collectivités seront gelées, représentant une économie de 1,2 milliard d'euros pour l'Etat en 2025. Destinée à compenser les collectivités pour la suppression d'une partie de la taxe d'habitation et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, la TVA voit sa dynamique remise en cause avec une croissance estimée de 1,3 % en 2024 contre 4,5 % en Loi de Finances Initiale. Les régions - dont les budgets dépendent désormais pour plus de la moitié de recettes de TVA - seraient a priori les plus affectées.

³ Intercommunalités de France – prélèvements estimées sur les recettes des collectivités en 2025

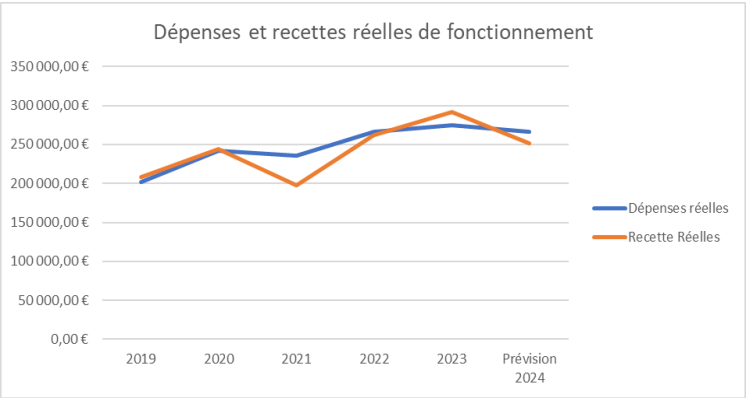
II – Les orientations budgétaires 2025 du CCAS

A – Rappel de la consommation des crédits 2019 - 2024

(en projection sur novembre et décembre 2024)

1 – Dépenses de fonctionnement

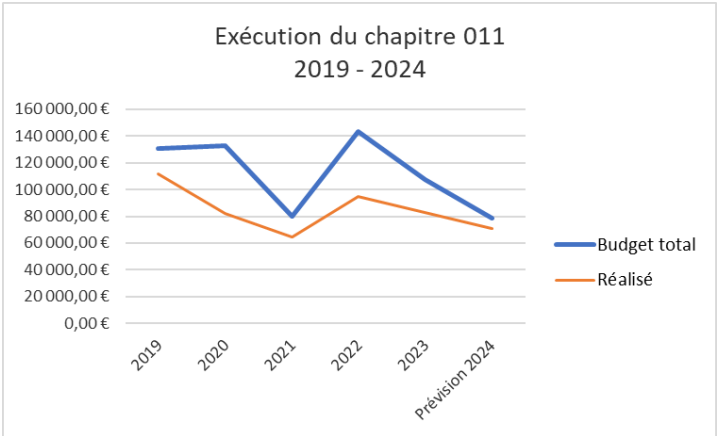
Exercice	Dépenses réelles	Recettes réelles
2019	201 909,95 €	208 449,73 €
2020	241 718,65 €	243 679,57 €
2021	235 697,81 €	197 245,04 €
2022	266 066,24 €	262 010,42 €
2023	274 838,29 €	291 398,84 €
Prévision 2024	266 250,00 €	251 132,61 €



Sur 2024, les recettes réelles de fonctionnement sont inférieures aux dépenses réelles de fonctionnement, ce qui va engendrer une diminution de l'excédent antérieur reporté qui était de 34 538.12 € fin 2023. Il devrait passer en dessous de la barre des 20 000 € pour le résultat 2024.

- Charges à caractère général (Chapitre 011)

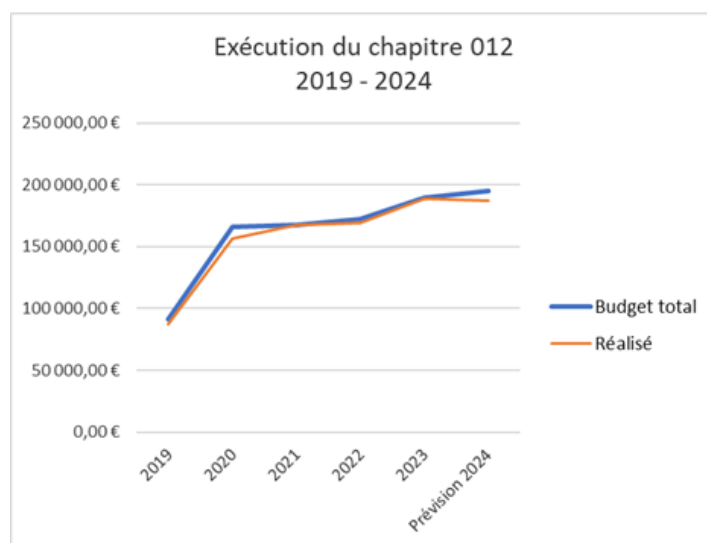
Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	130 800,00 €	111 629,25 €	85,34%
2020	132 924,21 €	82 213,68 €	61,85%
2021	80 106,94 €	64 285,37 €	80,25%
2022	143 649,00 €	94 801,79 €	66,00%
2023	107 800,28 €	82 688,90 €	76,71%
Prévision 2024	78 526,12 €	71 000,00 €	90,42%



Sur les dépenses du chapitre 011 « Charges à caractère général », le CCAS continue la rationalisation de ses dépenses sur l'exercice 2024. L'exécution prévisionnelle 2024 du chapitre 011 devrait être de 71 000 €, en baisse de 14.14 % par rapport à l'exercice 2023 malgré l'inflation et le maintien d'une activité forte.

- **Dépenses du personnel (Chapitre 012)**

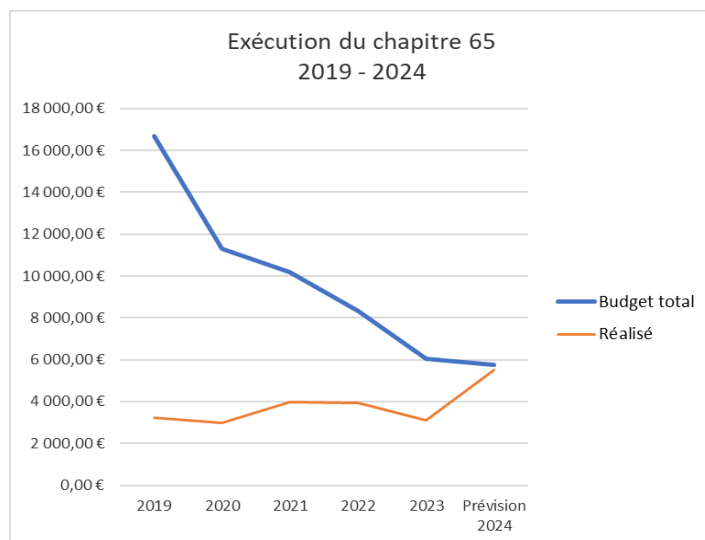
Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	91 500,00 €	87 061,35 €	95,15%
2020	165 950,00 €	156 506,22 €	94,31%
2021	167 600,00 €	167 453,43 €	99,91%
2022	172 608,17 €	169 426,67 €	98,16%
2023	189 900,00 €	189 037,43 €	99,55%
Prévision 2024	195 000,00 €	187 000,00 €	95,90%



Les masses du chapitre 012 resteraient sensiblement les mêmes entre 2023 et 2024 avec un montant prévisionnel au CA 2024 de 187 000 €. Malgré une augmentation du point d'indice, le départ d'un des agents du CCAS en cours d'année 2024 explique ce montant notablement stable.

- **Autres charges de gestion courante (Chapitre 65)**

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	16 700,00 €	3 219,35 €	19,28%
2020	11 300,00 €	2 998,75 €	26,54%
2021	10 170,00 €	3 959,01 €	38,93%
2022	8 340,00 €	3 930,67 €	47,13%
2023	6 035,00 €	3 111,96 €	51,57%
Prévision 2024	5 751,00 €	5 500,00 €	95,64%



Ce chapitre globalise les dépenses liées à la gestion dématérialisée des actes administratifs (actes et comptabilité) ainsi que les aides et secours attribués au titre de l'aide facultative par la commission permanente du CCAS et les tickets loisirs. On constate une augmentation de 43.42 % sur ce chapitre sur l'exercice 2024 par rapport à 2023. Malgré un travail ciblé d'orientation des administrés vers les partenaires sociaux compétents et complémentaires, l'émergence d'un nouveau public qualifié de « travailleur pauvre », nécessite une recrudescence d'aide de la part du CCAS.

- **Dépenses exceptionnelles (Chapitre 67)**

Il a été constaté un double encaissement sur une sortie séniors 2022 qui a nécessité une régularisation en dépenses de fonctionnement au chapitre 67 pour un montant de 2 747.50 €.

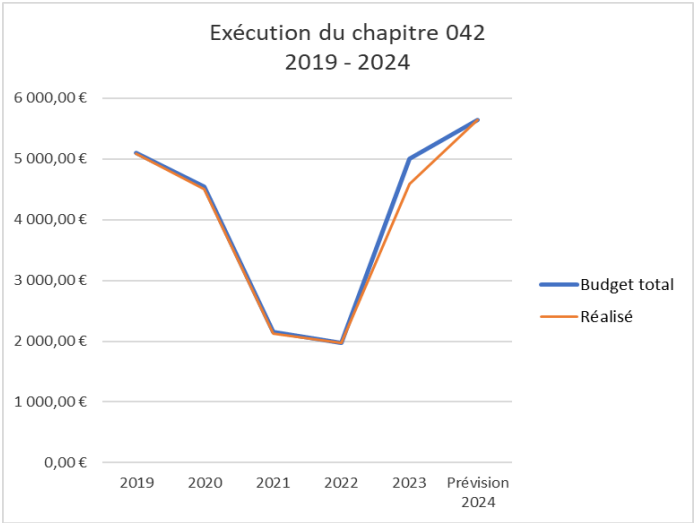
Mis en ligne le 08/01/2025 à 17h11



21_RP-091-269100285-20241210-2024CCAS178

• Dotations aux amortissements (Chapitre 042)

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	5 100,00 €	5 081,19 €	99,63%
2020	4 550,00 €	4 508,19 €	99,08%
2021	2 150,00 €	2 128,00 €	98,98%
2022	1 969,00 €	1 967,59 €	99,93%
2023	5 000,00 €	4 593,19 €	91,86%
Prévision 2024	5 650,00 €	5 650,00 €	100,00%

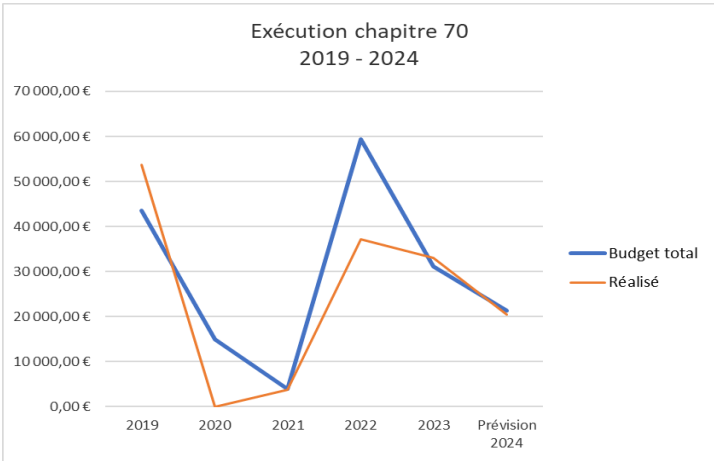


Ce chapitre correspond à l’amortissement des actifs du CCAS qui a réalisé de nouveaux investissements depuis 2022, notamment avec l’ouverture de la salle La Parenthèse, ainsi que le renouvellement de la flotte informatique du club des seniors. Ces acquisitions ont impacté fortement le montant alloué aux amortissements entre les exercices 2023 et 2024, et on constate une hausse de 18.70 %.

2 – Recettes de fonctionnement :

- Excédent antérieur reporté (chapitre 002) : 34 538.12 €
(27 144.08 € en 2023 -> +27.24 %)
- Produits des services (Chapitre 70)

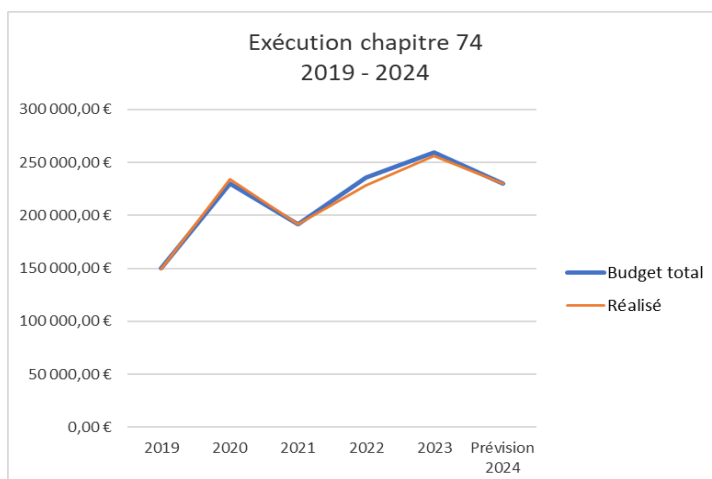
Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	43 500,00 €	53 647,50 €	123,33%
2020	15 000,00 €	0,00 €	0,00%
2021	4 000,00 €	3 790,88 €	94,77%
2022	59 409,00 €	37 250,26 €	62,70%
2023	31 170,00 €	33 090,83 €	106,16%
Prévision 2024	21 380,00 €	20 420,60 €	95,51%



Ce chapitre retrace les encaissements liés aux sorties et aux séjours. On constate une baisse sur le chapitre 70 « produits des services » en raison d’une baisse des inscriptions de la part des seniors. En conséquence et afin d’optimiser le coût du transport, le CCAS a mutualisé les sorties avec la commune de Bruyères-Le-Châtel.

- Dotations et subventions (Chapitre 74)

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	149 900,00 €	149 600,00 €	99,80%
2020	229 800,00 €	234 267,00 €	101,94%
2021	191 400,00 €	191 506,84 €	100,06%
2022	235 500,00 €	228 074,00 €	96,85%
2023	259 830,00 €	256 322,92 €	98,65%
Prévision 2024	230 300,00 €	230 461,72 €	100,07%



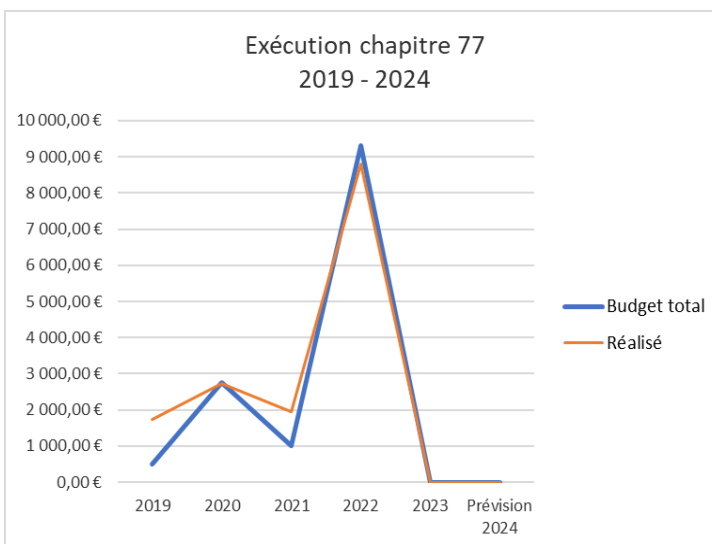
Le CCAS reçoit de la ville une subvention de fonctionnement qui doit être en adéquation avec les projets du CCAS et être adapté au cours de l'année si nécessaire. Elle a baissé de 10.09 % entre 2023 et 2024, tout en gardant une tendance globale à la hausse depuis 2019.

- Autres produits de gestion courante (Chapitre 75)

Pour le budget du CCAS, ce chapitre correspond uniquement au prélèvement à la source (PAS). Il s'élève à 1 euro de manière prévisionnelle pour l'exercice 2024. En 2023, il était de 1.09 €.

- Produits exceptionnels (chapitre 77)

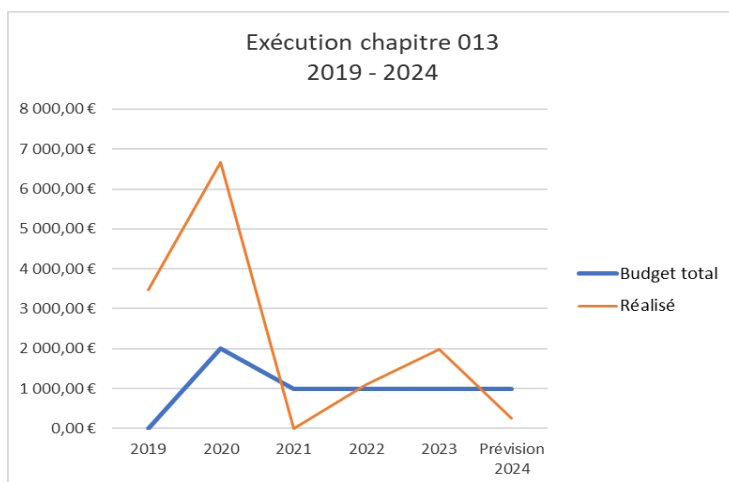
Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	500,00 €	1 730,05 €	346,01%
2020	2 750,00 €	2 733,87 €	99,41%
2021	1 000,00 €	1 946,60 €	194,66%
2022	9 322,00 €	8 802,00 €	94,42%
2023	0,00 €	0,00 €	
Prévision 2024	0,00 €	0,00 €	



L'utilisation du chapitre 77 a été réformé en 2023 à la suite de la mise en place de la nomenclature M57. Ce qui explique que plus aucune dépense n'est affectée sur ce chapitre.

- **Atténuation de charges (chapitre 013)**

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	0,00 €	3 470,64 €	
2020	2 000,00 €	6 677,77 €	333,89%
2021	1 000,00 €	0,00 €	0,00%
2022	1 000,00 €	1 096,00 €	109,60%
2023	1 000,00 €	1 984,00 €	198,40%
Prévision 2024	1 000,00 €	249,29 €	24,93%



Le chapitre 013 correspond aux remboursements effectués par l'assurance du personnel.
En 2024, ce chapitre affiche un montant prévisionnel de 249.29 €, soit moins 87.43 % par rapport à 2023.

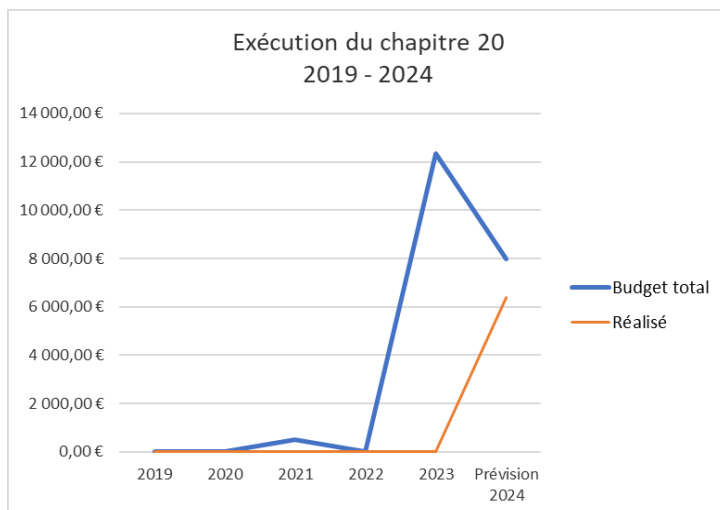
- **Dotations aux amortissements (Chapitre 042)**

A la suite des acquisitions faites dans le cadre de l'aménagement de la salle La Parenthèse, le CCAS a reçu une subvention dans le cadre du fonds d'appui du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés. Ce fonds est amorti à hauteur de 440 euros au chapitre 042 sur l'exercice 2024.

3 – Dépenses d'investissement

- **Immobilisations incorporelles (chapitre 20)**

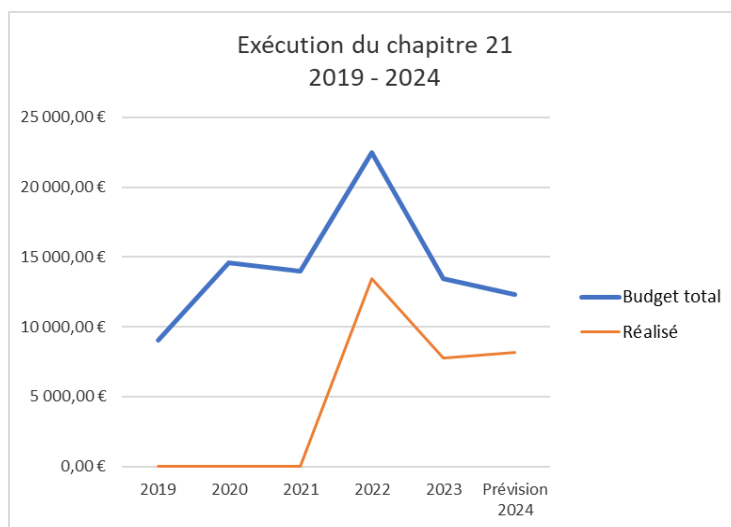
Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	0,00 €	0,00 €	
2020	0,00 €	0,00 €	
2021	500,00 €	0,00 €	0,00%
2022	0,00 €	0,00 €	
2023	12 350,00 €	0,00 €	0,00%
Prévision 2024	7 965,00 €	6 400,00 €	80,35%



L'acquisition du nouveau logiciel métier du CCAS a été finalisé sur l'exercice 2024 pour un montant total de 6 390 €.

- Immobilisations corporelles (chapitre 21)

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	9 051,44 €	0,00 €	0,00%
2020	14 582,13 €	0,00 €	0,00%
2021	13 990,32 €	0,00 €	0,00%
2022	22 512,68 €	13 456,80 €	59,77%
2023	13 467,27 €	7 734,18 €	57,43%
Prévision 2024	12 338,20 €	8 160,00 €	66,14%



Le CCAS a poursuivi l'équipement et l'agencement de la salle La Parenthèse pendant l'exercice 2024 pour un montant total qui devrait s'élever à 8160 €.

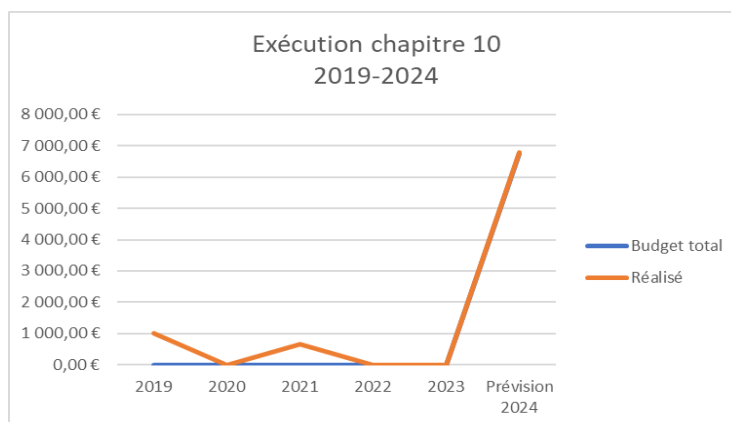
- Transfert entre sections - Amortissement (opération d'ordre 040)

A la suite des acquisitions relatives à l'aménagement de la salle La Parenthèse, le CCAS a reçu une subvention dans le cadre du fonds d'appui du Réseau Francophone des Villes Amies des Aînés. En équilibre avec le chapitre 042 en section de recettes de fonctionnement, ce fonds est amorti à hauteur de 440 euros sur l'exercice 2024.

4 – Recettes d'investissement

- Excédent antérieur reporté (chapitre 001) : 5 829.48 € (5 843.47 € en 2023 -> +0.24 %)
- Dotations, fonds divers et réserves (chapitre 10)

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	0,00 €	999,50 €	
2020	0,00 €	0,00 €	
2021	0,00 €	664,36 €	
2022	0,00 €	0,00 €	
2023	0,00 €	0,00 €	
Prévision 2024	6 773,32 €	6 780,00 €	100,10%



Au sein de ce chapitre, on retrouve les recettes d'investissement liées au FCTVA (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée) pour un réalisé de 2 207.44 € sur 2024.

On retrouve également un montant de 4 573.32 € qui correspond à l'affectation de l'excédent de fonctionnement de 2023.

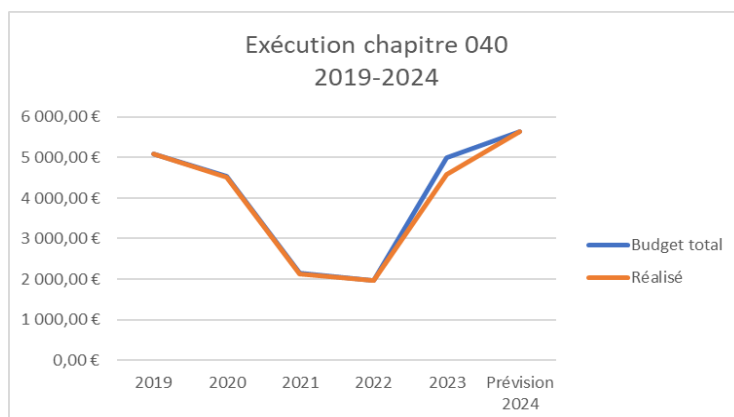
Mis en ligne le 08/01/2025 à 17h11



21_RP-091-269100285-20241210-2024CCAS178

• Transfert entre sections - Amortissement (opération d'ordre 040)

Exercice	Budget total	Réalisé	En %
2019	5 100,00 €	5 081,19 €	99,63%
2020	4 550,00 €	4 508,19 €	99,08%
2021	2 150,00 €	2 128,00 €	98,98%
2022	1 969,00 €	1 967,59 €	99,93%
2023	5 000,00 €	4 593,19 €	91,86%
Prévision 2024	5 650,00 €	5 650,00 €	100,00%



Le CCAS a procédé à de nouveaux investissements depuis 2022, notamment avec l'ouverture de la salle La Parenthèse, ainsi que le renouvellement de la flotte informatique du club des séniors, ce qui a impacté fortement ce chapitre au même titre que le chapitre 042 en section de dépenses de fonctionnement. Entre les exercices 2023 et 2024, on constate une hausse de 18.70 %.

B – Contexte budgétaire 2025

Le budget 2025 de la commune sera marqué par les projets suivants :

- Réhabilitation du patrimoine à la suite des dommages causés par les inondations ;
- Poursuite des actions relatives à la renaturation ;
- Poursuite des actions de rénovation énergétique : rénovation énergétique du gymnase François Ruiz ;
- Préparation des études programmatiques pour le dimensionnement de nos écoles par rapport à l'évolution démographique anticipée de l'aménagement de l'EcoQuartier du Pont des Gains (restauration scolaire et bâtiments) ;
- Esquisse d'aménagement et de renaturation du centre-ville ;
- Apporter des réponses concrètes en matière de santé en mettant à disposition un local municipal pour accueillir un/des médecins généralistes et en finançant l'ingénierie nécessaire pour construire un projet d'exercice coordonné pour les professionnels de santé du territoire ;
- Fiabiliser le système de vidéoprotection de la commune.

Dans le but de soutenir les efforts de la commune, le CCAS doit poursuivre ses recherches d'économies sans renoncer au développement de sa politique sociale.

Les efforts du CCAS se traduiront de la façon suivante :

- **Optimisation des moyens** : Le nombre des sorties seniors sera diminué tout en maintenant le nombre de bénéficiaires initial (transport maximisé) ;
- **Economie solidaire** : Utilisation des ressources propres et mutualisation des équipements, dans le cadre des activités et des événements ;
- **Rationalisation des coûts** : Penser autrement les achats « faire mieux avec moins » (diminution des fournitures, atelier culinaire raisonné, poursuite des efforts de sobriété dans l'évènementiel, ...)

Le CCAS de Breuillet est un acteur de la solidarité et de la proximité. Il favorise les activités qui viennent rompre l'isolement des plus fragiles (personnes âgées, personnes handicapées, familles en difficultés avec

ou sans enfants, public isolé...) et tisser des liens intergénérationnels pour construire « le Bien vivre ensemble ».

Les missions pérennes du CCAS sont multiples :

- Portage des repas
- Téléassistance
- Traitement des demandes de cartes AMETHYSTE
- Transport à la demande
- Traitement et suivi des demandes de logement social
- Prévention des expulsions locatives
- Demandes de domiciliation
- Ecoute, information et orientation des usagers vers les services compétents
- Traitement des aides sociales du Département, des obligations alimentaires et des minimas sociaux,
- Demandes d'aides et secours
- Séjours et sortie des seniors et des familles
- Attestations d'accueil
- Création d'actions collectives
- Rompre l'isolement via des ateliers créatifs et des manifestations (ateliers créatifs pour et par les seniors)
- Créer du lien via des ateliers culinaires et moments de partage (Cuisine du monde, Ateliers « La main à la pâte »)
- Animations pour le « Consommer autrement »
- Gestion des permanences des partenaires extérieurs
- Aides aux devoirs pour les élèves du primaire en fragilité familiale (avec l'aide des bénévoles)

Mis en ligne le 08/01/2025 à 17h11

REÇU EN PREFECTURE

le 06/01/2025

Application agréée E-legalite.com

14

21_RP-091-269100285-20241210-2024CCAS178

C – Présentation des orientations budgétaires 2025

Le budget prévisionnel de fonctionnement 2025 s'équilibre à **301 305 euros** en dépenses et en recettes, en **augmentation de 7.59 % par rapport à 2024**.

Par ailleurs, le CCAS a poursuivi ses investissements sur l'exercice 2024, notamment :

- Du mobilier et des équipements pour la salle Parenthèse,
- Finalisation de l'acquisition d'un logiciel métier MILLESIME,
- Acquisition d'un PC portable pour le service.

Les grandes opérations d'investissement du CCAS ayant été réalisées, il est prévu de ralentir les dépenses sur cette section sur 2025. Le budget d'investissement s'équilibre à **7 181 euros** en dépenses et en recettes, en **augmentation de 41.92 % par rapport à 2024**.

1 – Section de fonctionnement - Dépenses

Les principales évolutions proposées sont les suivantes :

- **CHAPITRE 011 – Charges à caractère général : 90 844 euros (79 370 euros en 2024)**

- Dépenses de sorties et séjours multigénérationnels

Le CCAS participe activement à la rationalisation des dépenses en supprimant une des sorties prévues tout en maintenant le nombre de bénéficiaires inclus. Pour l'année 2025, il est donc décidé d'organiser un séjour et quatre sorties dont l'enveloppe budgétaire globale s'élève à **38 984 euros** (23 350 euros en 2024). Ces prestations donnent lieu à des recettes pour un montant prévisionnel de **25 330 euros** (20 880 euros en 2024).

- Portage de repas

Les usagers du service bénéficient d'un portage de repas sur demande et paient en fonction de leur quotient familial.

Pour autant, le coût du repas n'est jamais entièrement couvert et le solde est pris en charge par le CCAS.

Le coût des repas augmente chaque année un peu plus à cause de la révision des prix inscrite dans la délégation de service public et qui intervient au 1^{er} juillet de chaque année. Parallèlement, on constate un nombre de bénéficiaire en diminution.

Les crédits alloués pour 2025 sont estimés à **12 300 euros** (18 720 euros au BP 2024).

- Dépenses animations et fêtes

Les activités proposées par le CCAS tout au long de l'année s'orientent vers l'ensemble de la population breuilleteoise : familles (projet santé, groupe des aidants, activités intergénérationnelles, gratifieria, spectacle et goûter de Noël ...), personnes isolées (cuisine du monde, visites de convivialité, ...), seniors (semaine bleue, ateliers créatifs et culinaires, banquet des seniors, ...).

En 2025, la ligne budgétaire est de **29 580 euros** (29 090 euros en 2024).

- Fonctionnement de la salle La Parenthèse

La salle La Parenthèse ayant été inaugurée à la fin de l'exercice 2022, le CCAS prend en charge les frais de fonctionnement de cet espace depuis 2023 (fluides, loyer, fournitures, ...). Il a été prévu un budget de **4 570 euros** pour 2025 (3 230 euros en 2024).

- Fonctionnement du service social

En 2025, les crédits budgétaires pour les dépenses de fonctionnement du service sont de **2 700 euros** (fournitures administratives, reliure des actes administratifs, ...). En 2024, ils s'élevaient à 3 050 euros.

- Dématérialisation et abonnements

Pour couvrir ces frais, il est budgété la somme de **1 910 euros** (1 820 euros en 2024).

Pour rappel, le CCAS adhère à l'association UNCCAS, ainsi qu'à l'UDCCAS depuis 2024.

- Fonctionnement du Club Informatique des Séniors

Afin de couvrir les besoins en consommable du Club Informatique des Séniors et pour donner suite à l'acquisition d'une imprimante sur l'exercice 2025, il a été prévu une enveloppe de **100 euros** (50 euros en 2024).

- Fonctionnement du Conseil Municipal des Séniors

Le CCAS a alloué au Conseil Municipal des Séniors, des crédits de fonctionnement d'un montant de 200 euros pour l'exercice 2025 (200 euros en 2024).

- Intervenants extérieurs

Une des missions du CCAS est d'intervenir auprès des personnes en difficulté et cela nécessite parfois le concours d'huissiers ou d'autres autorités. Une enveloppe de **500 euros** a été provisionnée pour l'exercice 2025 à cet effet.

• **Chapitre 012 – Charges du personnel : 197 310 euros
(191 000 euros en 2024)**

Sur l'exercice 2025, il est prévu une augmentation du chapitre 012 de 3.30 % par rapport à l'exercice 2024, dont l'origine est la hausse de 5 points des cotisations patronales à la CNRACL, à compter du 1er janvier 2025.

• **Chapitre 65 - Autres charges de gestion courante : 7 710 euros
(6 810 euros en 2024)**

Ce chapitre regroupe l'ensemble des aides proposées par le CCAS dans le cadre de sa politique sociale :

- Participation tickets loisirs ;
- Bons alimentaires ;
- Participation secours factures et séjours.

Le montant correspondant aux aides est de **4 900 euros** pour 2025. Il reste sensiblement stable par rapport au montant 2024 (4 500 euros).

Il n'y a pas d'inscription de prévu pour les dépenses liées aux abonnements des certificats de signature électroniques pour 2025 car les certificats en cours ont été souscrit pour 3 ans en 2023 et 2024.

On constate également une dépense de **2 260 euros** au chapitre 65 (2 300 euros en 2024) qui correspond aux frais d'hébergement du nouveau logiciel MILLESIME acquis fin 2023/début 2024.

Enfin, une enveloppe de 10 euros a été prévue pour les écritures liées au prélèvement à la source (10 euros en 2024).

- **Chapitre 042 – Opérations d’ordre de transfert entre sections : 5 981 euros (2 650 euros en 2024)**

La mise en place de la nomenclature M57 modifie les méthodes d’amortissement et les acquisitions qui se feront en cours d’année seront susceptibles de faire varier ce chapitre.

Les crédits inscrits ont augmenté de 125.70 % car le CCAS a poursuivi ses acquisitions d’équipement pour la salle La Parenthèse en 2024 et a investi dans un nouveau logiciel, ce qui nécessite un amortissement plus important.

2 – Section de fonctionnement – Recettes

- **Chapitre 70 - produits des services : 25 330 euros (20 880 euros en 2024)**

Ce chapitre permet d’encaisser les participations des bénéficiaires des sorties et animations payantes proposées par le CCAS. Le montant prévisionnel pour l’exercice 2025 s’élève à **25 330 euros**, représentant 21.31 % de plus qu’en 2024.

La participation demandée aux administrés prenant part aux différentes sorties et séjours, ne couvre pas en totalité les dépenses correspondantes engagées par le CCAS. Ceci peut s’expliquer par les modalités de participation mises en place par le CCAS :

- Sorties et séjours seniors -> Les participants payent au tarif plein, sauf dans le cas du **séjour ANCV**. Dans ce cas, le transport ne sera pris que partiellement en charge par les administrés aux plus petits quotients. Ceux-ci sont calculés sur la base de l’imposition.
- Sorties famille -> Les participants payent le coût de la sortie (transport et billet d’entrée) au prorata de leur **quotient familial** (quotient CAF).
- Le **nombre prévu de participants** peut ne pas être atteint. Dans ce cas, la différence est prise en charge par le CCAS.

- **Chapitre 74 – Dotations et subventions : 275 153 euros (257 800 euros en 2024)**

Ce chapitre retrace la subvention de fonctionnement que la ville attribue au CCAS chaque année. Au BP 2025, une subvention d’équilibre est prévue pour un montant de **275 123 euros** (257 800 euros pour 2024). Ce montant augmente de 6.72 % par rapport aux crédits alloués au BP 2024 et sera ajusté au budget supplémentaire en fonction de la reprise du résultat 2024.

Un montant de **30 euros** est également inscrit au chapitre 74 correspondant à la recette côté fonctionnement du Fonds de Compensation de la TVA.

- **Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante : 10 euros (10 euros en 2024)**

Une enveloppe de **10 euros** est prévue pour 2025 afin de couvrir les régularisations du prélèvement à la Source.

- **Chapitre 013 – Remboursement sur rémunération : 500 euros (1 000 euros en 2024)**

Ce chapitre correspond aux remboursements des assurances du personnel en cas d’arrêt.

Il a été prévu une enveloppe de **500 euros** pour 2025.

- **Chapitre 042 – Opérations d’ordre de transfert entre sections : 312 euros (350 euros en 2024)**

Le chapitre 042 en recettes est provisionné à hauteur de **312 euros** pour l’exercice 2025 afin de réaliser les opérations d’ordre d’amortissement de la subvention perçue dans le cadre du Fonds d’appui des Territoires Innovants reçue en 2023.

3 – Section d’investissement – Dépenses

- **Chapitre 21 – Immobilisations corporelles : 6 869 euros (4 370 euros en 2024)**

Un montant prévisionnel de **6 869 euros** est prévu pour 2025 va permettre de réaliser les acquisitions suivantes :

- Des équipements pour la salle La Parenthèse (Ordinateur, bibliothèque, vidéoprojecteur, cuisinière) ;
- Une imprimante pour le Club Informatique des Séniors ;
- Un coffre de sécurité pour le service social.

- **Chapitre 040 – Opérations d’ordre de transfert entre sections : 312 euros (350 euros en 2024)**

Le chapitre 040 en dépenses est provisionné à hauteur de **312 euros** pour l’exercice 2025 afin de réaliser les opérations d’ordre d’amortissement de la subvention perçue dans le cadre du Fonds d’appui des Territoires Innovants reçue en 2023.

4 – Section d’investissement – Recettes

- **Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves : 1 200 euros (2 200 euros en 2024)**

Au sein de ce chapitre, on retrouve les recettes d’investissement liées au FCTVA (Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée). Il est prévu un montant de **1 200 €** pour l’exercice 2025.

- **Chapitre 040 – Opérations d’ordre de transfert entre sections : 5 981 euros (2 650 euros en 2024)**

Ce chapitre traduit une opération d’ordre sur les amortissements en lien avec le chapitre 042 en section de fonctionnement dépenses pour un montant de **5 981 euros**.

Pour information, le CCAS n’a pas de programme pluriannuel d’investissements et n’a pas contracté d’emprunt laissant apparaître une dette.



CONCLUSION

Afin de répondre à la politique sociale de la ville, les orientations budgétaires 2025 ont été définies comme suit :

- **Le schéma communal d'action sociale (à la suite de l'analyse des besoins sociaux)** permet de définir les orientations du CCAS pour l'année à venir :
 - ✓ Pérennisation de l'utilisation de la salle Parenthèse (livrée en mai 2022) – Tiers-lieu dédié aux actions sociales et de convivialité dans la cadre de la politique « Rompre l'isolement ». Réflexion sur la prise en charge de l'animation à la suite de l'arrêt du partenariat avec l'ADMR (octobre 2025) -> Bénévolat, agent du CCAS, association ...
 - ✓ Poursuite du travail de partenariat autour du logement inclusif, pour des personnes en grande précarité (handicap, enfance en difficulté ...) en partenariat avec l'AAPISE (ouverture d'un logement inclusif en janvier 2024)
 - ✓ Création d'un espace numérique (salle La Parenthèse) accessible au public
 - ✓ Pérennisation de la gratifieria dans le cadre du « Consommer autrement » en faveur du public (rendre une 2^{ème} vie aux objets sans échange monétaire)
 - ✓ Rendre acteur les administrés en les sensibilisant au bénévolat et en les impliquant dans la politique sociale
 - ✓ Aider à la prévention des difficultés financières (CLIL dans le cadre du logement, instance des impayés de restauration scolaire et d'accueil collectif de mineurs en lien avec le service éducation)
 - ✓ Lutter contre la désertification médicale (travail avec l'URPS, professionnels de santé, ...)
 - ✓ Création d'un nouveau service de portage de livres ayant pour but de faciliter l'accès à la culture pour les PMR et rompre l'isolement
- **Poursuivre les partenariats** auprès des services sociaux du Conseil Départemental, développer la collaboration auprès des services de l'agglomération (Maison France Services, Maison de la Justice et du Droit, Caisse d'Allocation Familiale, ...)
- Maintenir une organisation basée sur la **proximité et l'écoute** en lien avec les partenaires locaux (associations caritatives) afin d'assurer l'orientation et l'accompagnement social des populations en situation de précarité
- Pérenniser les actions spécifiques du CCAS en faveur des **personnes en difficulté liées au logement** tant dans l'accès au logement de droit commun que vers les logements intermédiaires (SNL)
- Travailler en **partenariat** avec l'agglomération pour la mise en place du nouveau système d'attribution des logements sociaux (gestion en flux, cotation et PPGDID)
- Développer la prévention des **expulsions locatives** par le biais des CLIL, le travail en lien avec la préfecture, le tribunal d'instance, les bailleurs sociaux et le Conseil Départemental
- Poursuivre l'accès aux soins notamment par un projet d'installation d'une maison de santé
- Poursuivre les **actions en faveur des foyers** en favorisant :
 - L'accès aux loisirs (notamment les tickets loisirs et les activités de la Parenthèse)
 - L'animation de temps forts fédérateurs auprès des seniors (ex : semaine bleue, banquet des seniors, muguet, ...)
 - Développement du lien intergénérationnel (Salle Parenthèse ateliers du mercredi)
 - Maintien de l'aide aux devoirs en partenariat avec les bénévoles pour favoriser l'égalité des chances
 - Maintien du travail de transversalité avec les différents partenaires sociaux pour faciliter une cohésion d'intervention sociale au bénéfice des familles